



Lawyers for Sustainable Industry

(BY-)PRODUCTS & (END OF) WASTE IN A CIRCULAR ECONOMY: TOWARDS AN INTEGRATION OF CONCEPTS, STANDARDS AND REGULATIONS ?

THE EUROPEAN LEGAL FRAMEWORK & THE BELGIAN EXPERIENCE

Lyon - 20 juin 2019

Qui sommes-nous :

- « boutique » spécialisée en droit de l'environnement, de l'énergie et de la réglementation produits
 - plus de 30 ans d'expérience dans l'assistance au monde de l'entreprise
 - droit européen et belge, dans l'ensemble de ses entités territoriales
-

I. Contexte

II. Vers une intégration des législations déchets et produits ?

II.1. A la base : législations indépendantes et exclusives

II.2. Éléments de convergence préexistants

II.3. De la convergence à l'intégration dans le cadre du « Paquet Economie Circulaire » ?

III. Challenges à l'intégration ?

IV. Pistes de progression ?

V. Conclusions

I- CONTEXTE

I. CONTEXTE

- 2015 : plan d'action Economie Circulaire de la Commission européenne (COM/2015/0614 final) :
 - Un des objectifs annoncés : « *stimuler le marché des matières premières secondaires* » (point 4)
 - Accompagné de propositions de révision de la législation déchets
- 2018 : Adoption de 4 nouvelles directives modificatives (Journal Officiel de l'UE du 14 juin 2018) : le « *Paquet Economie Circulaire* »
 - Directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets (« *la Directive-Cadre Déchets* » ou « *DCD* »)
 - Directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages
 - Directive (UE) 2018/850 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets
 - Directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques

II- VERS UNE INTEGRATION DES LÉGISLATIONS DÉCHETS ET PRODUITS ?

II. VERS UNE INTEGRATION DES LEGISLATIONS DECHETS ET PRODUITS

II.1. A la base : législations indépendantes et exclusives

- Bases juridiques différentes (« *Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne* » ou « *TFUE* »):
 - normes de produit : art. 114 TFUE
 - déchets : art. 192 TFUE
 - * art. 192 : norme UE = standard minimal => les Etats membres peuvent être plus stricts
 - * art. 114 : norme UE = standard de principe => législation nationale plus contraignante = exception
- Déchets = exclus de REACH (art. 2, par. 2 de REACH)
 - => ce qui n'est pas un déchet = soumis à REACH

II. VERS UNE INTEGRATION DES LEGISLATIONS DECHETS ET PRODUITS

II.2. Éléments de convergence préexistants au « Paquet Economie Circulaire »

- 1) Objectifs identiques en ce qui concerne l'atteinte d'un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé publique
 - Voir notamment les considérants :
 - * 1^{er} et 3 de REACH
 - * 22 de la DCD
- 2) Interprétation jurisprudentielle de la DCD à la lumière de REACH : « *la gestion des déchets doit se faire avec un objectif comparable* » à celui « *du règlement REACH* », à savoir « *sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement* » (CJUE, 7 mars 2013, *Lapin luonnonsuojelupiiri*, aff. C-358/11, 62-63)
- 3) Critère du respect de la législation relative aux produits dans les définitions des « *sous-produits* » et de la « *fin du statut de déchet* » (article 5, par. 1^{er}, d) et 6, par. 1^{er}, c) de la DCD)

II. VERS UNE INTGRATION DES LEGISLATIONS DECHETS ET PRODUITS

II.3. Le « Paquet Economie Circulaire » : de la convergence à l'intégration ?

- 1) Explicitation de l'exigence de cohérence de la DCD avec REACH (considérant 4 de la Directive 2018/851 modifiant la DCD)
- 2) Renforcement du régime général de responsabilité élargie des producteurs (de produits) (« *REP* ») (nouvel article 8 de la DCD) => approche circulaire du cycle de vie des produits
- 3) Renforcement et explicitation de l'encadrement de la mise en œuvre - par la Commission ou les Etats membres - des concepts de « *sous-produits* » et de « *fin du statut de déchets* » (nouveaux articles 5 et 6 de la DCD)
- 4) A charge de fournisseurs d' « articles »: nouvelle obligation d'information préventive à l'ECHA (l'Agence européenne des produits chimiques) du contenu en substances extrêmement préoccupantes, candidates au régime d'autorisation de REACH (nouvel article 9, par. 1^{er}, i) de la DCD)

III. CHALLENGES A L'INTEGRATION ?

- 1) Absence d'obligation d'établir un régime REP pour les Etats membres
- 2) Opportunité d'une plus grande harmonisation de la mise en pratique de concepts de « *sous-produits* » et de « *fin du statut de déchet* » ?
 - Obligation pour la Commission de prendre en compte des critères de fin du statut de déchets « *les plus stricts et les plus respectueux de l'environnement* » (nouvel article 6, par. 2, al. 4 de la DCD)
 - La Belgique : un bel exemple d'absence d'harmonisation des critères et des procédures régionales
 - A. Manque d'intégration des réglementations produits/déchets - répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les régions :
 - Les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale : compétentes en ce qui concerne l'environnement et la politique des déchets
 - Etat fédéral : compétente pour l'élaboration des normes de produits

III. CHALLENGES A L'INTEGRATION ?

- La Belgique : un bel exemple d'absence d'harmonisation des critères et des procédures régionales

B. Les régions entre elles : 3 réglementations différentes

+ Région flamande :

- * décret du 23 décembre 2011 relatif à la gestion durable des cycles de matériaux et de déchets (« *Materialendecreet* » - art. 36 à 39 - matériaux de sol exclus si utilisés conformément à la législation sols)
- * arrêté du Gouvernement flamand du 17 février 2012 fixant le règlement flamand pour la gestion durable des cycles de matériaux et de déchets (« *VLAREMA* »)

+ Région wallonne :

- * décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets (art. 4*bis* et 4*ter*)
- * arrêtés du Gouvernement wallon du 28 février 2019
 - + portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet
 - + concernant la reconnaissance des sous-produits

* Région de Bruxelles-Capitale :

- * ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets (art. 8 et 9)
- * arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets (« *BRUDALEX* », art. 3.6.2)

IV- PISTES DE PROGRESSION ?

IV. PISTES DE PROGRESSION ?

- Surveillance accrue des réglementations adoptées par les Etats membres (par la Commission - via la procédure « TRIS » - directive 2015/1535 du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information)
- Initiatives d'harmonisation étendues par la Commission
- Adoption des « meilleures pratiques » d'autres autorités compétentes (ex. réglementation « matériaux de sols » en Région flamande : caractérisation/traçabilité/qualité garantie)...

V- CONCLUSIONS

V. CONCLUSIONS

- La politique affirmée en faveur de l'économie circulaire implique et nécessite une convergence des cadres juridiques relatifs aux produits et aux déchets : il s'agit de deux faces d'une même pièce (ronde!)
- Danger : mise en péril des acquis européens en matière d'harmonisation des réglementations relatives aux produits
- Défi : développer des approches durables : socio-économiquement praticables, mais néanmoins environnementalement qualitatives
- Opportunités : leçons à tirer d'expériences ayant prouvé leur durabilité, dans la durée

industrious

Lawyers for Sustainable Industry

THANK YOU !

Bernard Deltour

bd@industriouslaw.com

+32 475 79 10 73

www.industriouslaw.com